



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'environnement et de la protection des espaces

-----  
Installations classées pour la  
protection de l'environnement  
-----

AUTORISATION

G.A.E.C. DE LA FREGATE  
au LOUROUX BECONNAIS

A R R E T E

Arrêté modificatif

D3 - 2001 - n° 539

**Le préfet de Maine-et-Loire  
chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral D3 - 96 n° 1172 du 6 décembre 1996 autorisant M. Robert ANNET, demeurant au lieu-dit "La Frégate" au LOUROUX BECONNAIS, à exploiter un élevage de dindes d'une capacité de 54 000 équivalents animaux à loger dans un bâtiment existant et un bâtiment à construire, situé à la même adresse (parcelles n° 371 et 372 - section D) ;

Vu le récépissé délivré le 9 septembre 1997 à M. le Gérant du G.A.E.C. DE LA FREGATE, transférant à son nom l'exploitation de l'élevage de dindes susvisé ;

Vu la demande présentée par M. le Gérant du G.A.E.C. DE LA FREGATE, demeurant au lieu-dit "La Frégate" au LOUROUX BECONNAIS concernant la modification du plan d'épandage de l'élevage de dindes situé à la même adresse ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512.1 du livre V du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que l'actualisation du plan d'épandage ne constitue pas une modification notable de l'activité ;

Considérant que le formalisation et le suivi du plan d'épandage sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

.../...

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

**Arrête :**

Art. 1<sup>er</sup> - L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 6 décembre 1996 susvisé est ainsi rédigé :

" M. le Gérant du G.A.E.C. DE LA FREGATE, demeurant au lieu-dit "La Frégate" au LOUROUX BECONNAIS, est autorisé à exploiter, à la même adresse, un élevage de dindes d'une capacité totale de 54 000 équivalents animaux à loger dans deux bâtiments existants (parcelles n° 371 et 372 - section D)."

Art. 2 - L'avant dernier alinéa de l'article 7 de l'arrêté d'autorisation du 6 décembre 1996 susvisé est ainsi rédigé :

"L'épandage est effectué sur les parcelles dont la liste figure en annexe du présent arrêté."

Art. 3 - Une ampliation du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie du LOUROUX BECONNAIS et une autre ampliation est affichée à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire du LOUROUX BECONNAIS et envoyé à la préfecture.

Art. 4 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture et à la mairie du LOUROUX BECONNAIS.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le maire du LOUROUX BECONNAIS, les inspecteurs des installations classées et le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **17 JUIL. 2001**

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le sous-préfet, directeur de cabinet

  
Cyrille MAILLET

  
Pour ampliation,  
le chef de bureau délégué

Philippe VERIN

**Délais et voie de recours** : Conformément aux dispositions de l'article L.514.6 du livre V du code de l'environnement, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.





[illegible]